

Québec solidaire : où sont les personnes en situation de handicap dans sa plateforme électorale?

La Confédération des personnes handicapées du Québec (COPHAN) a examiné les engagements électoraux 2026 rendus publics à ce jour par Québec solidaire (QS) sur son site de campagne, sous l'angle précis des enjeux susceptibles d'avoir un effet sur les personnes en situation de handicap.

Un constat ressort immédiatement : plusieurs des mesures proposées pourraient avoir un impact sur les personnes en situation de handicap, mais très peu d'engagements reconnaissent explicitement leurs besoins particuliers.

Le constat principal : le handicap demeure largement absent comme enjeu spécifique

Le constat le plus important est justement une absence. Les principaux engagements actuellement présentés par Québec solidaire s'articulent autour de cinq grands thèmes : le logement, le coût de la vie, l'environnement et le transport collectif, les finances publiques et l'indépendance.

Parmi les engagements électoraux rendus publics à ce jour, nous ne relevons pas de volet consacré spécifiquement au handicap, à l'accessibilité universelle, au transport adapté, au soutien à domicile des personnes en situation de handicap, aux aides techniques, à l'emploi des personnes handicapées ou encore à la lutte contre la pauvreté propre à cette population.

Cette absence constitue en elle-même un enjeu politique important : les personnes en situation de handicap sont surtout englobées dans des politiques universelles destinées à l'ensemble de la population plutôt que reconnues comme un groupe confronté à des obstacles particuliers.

Le logement : un enjeu important, mais sans dimension explicite d'accessibilité

Québec solidaire propose de plafonner les hausses de loyer à l'inflation et affirme que pouvoir se loger sans se ruiner devrait constituer un droit pour tout le monde. Son plan habitation comporte également différentes mesures concernant le marché locatif, les logements vacants, le registre des loyers et la spéculation.

Ces propositions concernent évidemment les personnes en situation de handicap qui sont locataires ou qui disposent de faibles revenus. Cependant, le traitement actuel de l'enjeu laisse de côté une dimension déterminante : l'accessibilité du parc résidentiel.

Nous ne relevons aucune mesure concernant spécifiquement la construction de logements accessibles ou adaptables, l'adaptation des logements existants, le financement de ces adaptations ou le développement d'une offre résidentielle permettant aux personnes en situation de handicap de vivre dans leur communauté.

Pour une personne en situation de handicap, l'abordabilité d'un logement ne suffit pas : encore faut-il que ce logement soit accessible, adaptable et compatible avec ses besoins.

Le transport collectif : un angle mort particulièrement important

Québec solidaire accorde une place importante au transport collectif. Le parti propose de remettre les infrastructures en état, d'augmenter l'offre de service et de faire progresser différents projets structurants.

Cependant, les engagements électoraux actuellement présentés ne précisent pas comment ces investissements amélioreront l'accessibilité universelle du transport collectif. Plus significatif encore, nous ne relevons pas d'engagement spécifique concernant le transport adapté.

Cette distinction est fondamentale. Augmenter l'offre générale de transport collectif n'entraîne pas automatiquement une amélioration de la mobilité des personnes en situation de handicap. Pour certaines personnes, l'enjeu demeure l'accessibilité des stations, des véhicules, des arrêts et des infrastructures; pour d'autres, le transport adapté demeure indispensable.

Il existe toutefois un indice intéressant dans les candidatures. Claude Lefrançois, candidate dans Pierre-Laporte, affirme vouloir développer un réseau de transport collectif « plus accessible et mieux connecté ». Sa présentation mentionne également son engagement auprès des personnes en situation de handicap. Mais il s'agit d'un positionnement de candidate, et non d'un engagement national détaillé de la plateforme électorale.

Le coût de la vie et la pauvreté

Québec solidaire propose notamment la création d'un réseau d'épicerie publiques, le plafonnement des marges de profit des grandes chaînes et l'interdiction de certaines pratiques jugées déloyales.

Ces mesures pourraient bénéficier aux personnes en situation de handicap, notamment à celles disposant de revenus modestes. Mais nous ne relevons pas de propositions spécifiques concernant, par exemple, l'amélioration du revenu disponible des personnes en situation de handicap, les coûts supplémentaires associés au handicap, les programmes de solidarité sociale ou les disparités entre différents régimes d'indemnisation.

Il s'agit donc d'un autre angle mort potentiel : Québec solidaire traite le coût de la vie comme un problème général en ignorant la situation spécifique particulièrement alarmante des personnes en situation de handicap.

Les services publics et l'éducation

Le site insiste également sur la nécessité de « rebâtir un filet social fort » et de réparer les services publics. La taxation accrue des grandes fortunes est notamment présentée comme un moyen de financer l'école publique, avec davantage de professeurs et d'orthopédagogues.

L'orthopédagogie peut évidemment concerner certains élèves handicapés ou ayant des besoins particuliers. Mais il n'y a pas encore, dans les engagements électoraux présentés, de véritable politique concernant l'éducation inclusive, l'accompagnement des élèves handicapés, les services spécialisés, l'accessibilité physique des établissements ou la transition école-vie active.

Même constat du côté des services sociaux : le discours sur le filet social pourrait ouvrir une porte importante, mais les engagements spécifiques concernant les personnes en situation de handicap ne sont pas formulés dans les engagements électoraux actuellement rendus publics.

Inclusion et participation politique

Québec solidaire affirme vouloir construire un Québec « inclusif » et bâtir son projet politique « avec tout le monde ». Le site nomme explicitement les Premiers Peuples, les nouveaux arrivants, les artistes, les travailleurs, les régions et les villes. Les personnes en situation de handicap ne sont toutefois pas explicitement nommées dans cette énumération.

Cette absence est intéressante sur le plan du cadrage politique. Le handicap n'est pas présenté comme une composante distincte de la diversité québécoise.

Certaines candidatures montrent néanmoins une sensibilité à cet enjeu. Par exemple, la présentation de Bianca Baldo, candidate dans Pontiac, mentionne explicitement son expérience en défense des droits de plusieurs groupes en quête d'équité, dont les personnes handicapées.

Une nuance importante : le programme général de Québec solidaire est beaucoup plus développé sur le handicap

Cette distinction est importante. L'absence d'engagements électoraux détaillés ne signifie pas que Québec solidaire ne connaît pas les enjeux liés au handicap.

Son programme général, distinct des engagements électoraux 2026 actuellement présentés, contient plusieurs propositions qui les abordent explicitement. Il prévoit notamment l'accessibilité du soutien à domicile pour l'ensemble des personnes qui en ont besoin ainsi que des formules d'habitation ou d'hébergement adaptées, notamment pour les personnes en situation de handicap ou ayant une déficience physique ou intellectuelle. Il prévoit également des équipes multidisciplinaires en première ligne pouvant intervenir notamment en matière de déficience.

Québec solidaire a également formulé, par le passé, des propositions précises en matière d'accessibilité universelle et de transport adapté.

La question qui se pose est donc moins de savoir si Québec solidaire possède des orientations concernant les personnes en situation de handicap que de savoir lesquelles de ces orientations seront effectivement transformées en engagements électoraux pour 2026.

Alors, où sont les personnes en situation de handicap?

Le constat de la COPHAN est donc assez net : le principal enjeu pour les personnes en situation de handicap dans les engagements électoraux

actuellement présentés par Québec solidaire n'est pas tant la présence de mesures que leur faible visibilité comme groupe ayant des besoins, des réalités et des droits particuliers.

Les personnes en situation de handicap pourraient bénéficier de plusieurs politiques universelles proposées en matière de logement, d'alimentation, de transport collectif ou de services publics. Mais ces politiques sont rarement examinées à travers du prisme du handicap.

Alors, où sont les personnes en situation de handicap dans les engagements de Québec solidaire? Elles sont présentes dans les effets potentiels de plusieurs mesures, mais encore trop peu visibles dans leur formulation.

La campagne électorale ne fait que commencer. La COPHAN suivra donc avec attention les prochains engagements de Québec solidaire afin de voir si les orientations déjà présentes dans son programme général se traduiront en engagements électoraux concrets pour les personnes en situation de handicap.